



Mission d'observation électorale et l'Union européenne

Bureaux #4 & 5, Hotel Cambodiana, Phnom Penh

Tel: (855) 23 22 09 70/1/2

Fax : (855) 23 22 09 73

Email: EU.EOM2003@online.com.kh

Communiqué de Presse du Chef Observateur de l'Union européenne avant le scrutin
Jeudi 24 juillet 2003

Diffusion immédiate

Le Chef observateur de l'UE en appelle au respect des règles du jeu

Robert Evans, député au Parlement européen, et Chef observateur de l'Union européenne, a lancé un appel à tous ceux qui participent aux élections législatives de dimanche, leur demandant de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour créer un environnement équitable afin que les électeurs puissent accomplir démocratiquement leur devoir civique.

"Les autorités cambodgiennes à tous les niveaux, des ministres aux chefs de village, ont la responsabilité particulière de créer des conditions optimales pour des élections crédibles" a déclaré M. Evans.

"En particulier, les chefs de village doivent suivre attentivement les instructions émises par le Comité National Electoral (CNE) et par le Ministère de l'intérieur, et conserver une neutralité totale tout au long du processus."

Le Chef observateur, qui est de retour au Cambodge pour la période des élections, a ajouté, "J'en appelle à tous les partis politiques pour que chacun respecte le droit des autres d'achever leur campagne dans le calme, particulièrement durant les heures précédant le scrutin."

"J'appelle également les autorités électorales à s'assurer que le processus électoral est mené de façon impartiale et transparente, afin de rassurer les électeurs dans cet exercice démocratique. L'électeur doit se sentir libre de voter sans être intimidé et dans le respect absolu du secret du vote.

La Chef de Mission adjointe, Maria Rosaria Macchiaverna, qui est au Cambodge depuis presque 6 semaines a déclaré, "La Mission d'observation électorale de l'Union européenne (MOEUE) compte 37 observateurs de long terme (OLT) qui ont suivi le déroulement de la campagne et ont établi des contacts étroits avec les autorités locales électorales (CEC et PEC), les partis politiques, les ONG et plus largement la population. Ils ont rassemblé beaucoup d'informations sur le processus électoral et suivent étroitement l'administration du contentieux."